

CHILI: QUAND LE NÉOLIBÉRALISME TRIOMPHANT SE FISSURE

Depuis plusieurs mois les étudiants chiliens, soutenus par une grande partie de la population, manifestent massivement dénoncer le système scolaire et universitaire payant et sélectif qui les contraint à s'endetter pour de nombreuses années. Une lutte exemplaire contre un modèle libéral et sélectif instauré par Pinochet dans les années 80...

Le 22 septembre 2011, le président Sebastián Piñera monte à la tribune de l'assemblée générale de l'ONU. Le chef du gouvernement chilien - et entrepreneur multimillionnaire à succès -, affiche un beau sourire. En ces temps de crise mondiale, il revendique une économie florissante, à l'aune d'un taux de croissance de plus de 6 % du PIB (début 2011). Durant son bref discours devant les principaux chefs d'État de la planète, il tient aussi à faire référence au conflit social pour l'éducation qui traverse son pays depuis plusieurs mois : *"la course pour le développement et la bataille pour l'avenir, nous devons la gagner dans les salles de classe"*, assène-t-il. Magie du verbe politicien... Qui croirait entendre le représentant d'une droite dure, de retour à la tête de l'État 20 ans après la fin de la dictature militaire (1989) et engagée, coûte que coûte, dans la continuité de cette "révolution" capitaliste imposée à feu et à sang sur les cendres de l'Unité populaire (1970-73) et le cadavre de Salvador Allende. Du fin fond des quartiers, au cœur des innombrables marches qui agitent les villes du pays, parmi les dizaines de lycées, collèges et universités occupés, un tel discours est vécu comme une provocation de plus. Le pouvoir ne comprend pas ce qui sourd dans la société. Ou plutôt fait-il mine de ne pas comprendre. Le jour de cette intervention à l'ONU, manifestations et défilés hauts en couleur ont fait savoir à la Moneda¹ que le mouvement pour une éducation "gratuite, publique et de qualité" n'est pas mort. Le soir du 23 septembre, Camila Vallejo, l'une des dirigeantes de la Confédération des étudiants du Chili (Confech) remarquait, avec une certaine ironie, que le discours du président était plein de *"contradiction et inconsistance"*, au moment où celui-ci refusait toute négociation sérieuse et continuait à déployer son arsenal répressif.

Depuis la première marche des étudiants universitaires et élèves du secondaire, le 28 avril dernier, les actions collectives n'ont pas faibli. Bien au contraire. Durant tout le mois de mai, les expressions du mouvement se sont amplifiées. Progressivement, le mécontentement enfle. La popularité des "indignés" chiliens augmente. Ils sont 300 000 dans les rues le 30 juin et 500 000 le 9 août, jeunes, vieux, couches



"Nos idéaux ne se répriment pas" Santiago 10 août 2011, source <http://el-siglo.blogspot.com>

moyennes et classes populaires, ensemble. L'un des points d'orgue de cette escalade est la grève nationale des 23 et 24 août, appelée par la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT) et plus de 80 organisations syndicales, protestant à propos des conditions de travail déplorables mais aussi en soutien aux étudiants mobilisés. Les répertoires d'action collective utilisés sont variés et souvent originaux. Outre les stratégies de rue traditionnelles, l'aspect festif et créatif est au centre de la contestation de la jeunesse : carnaval, concours de baisers, danses et chansons originales, humour satirique, actions spectacles. Mais on retrouve aussi des instruments de la contestation plus classiques : grèves dans les universités (publiques essentiellement), avec le soutien des professeurs, multiplication des *tomas* (occupations) et même grèves de la faim, menées par des gamins qui comptent montrer au monde leur détermination. Toute une génération semble vent debout, alimentant la plus importante lutte sociale depuis les grandes *protestas* de 1983-84 : une génération qui n'a pas connu la dictature et qui est née sous les auspices de la démocratisation pactée néolibérale.

Les étudiants ont toujours été des protagonistes du mouvement social importants. Les protestations actuelles sont liées aux expériences acquises en 2001 (*mochilazo*) et à la "rébellion des pingouins" (élèves nommés ainsi du fait de leur uniforme) de 2006. Cette mobilisation exemplaire a fait trembler le gouvernement de la socialiste Bachelet et lézardé le ciment du consensus politique. Les révoltés de 2011

CHILI

... / ...

sont en partie les mobilisés de 2006. Et ils ont appris le coût des négociations sans lendemain, l'importance du contrôle des porte-parole en assemblée et la force de l'autogestion. Héritage de la dictature empoisonnée, géré fidèlement par la Concertation, coalition de socialistes et démocrates-chrétiens au gouvernement de 1990 à 2010, moins de 25 % du système éducatif est financé par l'État. Le reste est assumé par les familles des étudiants : 70 % des étudiants doivent s'endetter et 65 % d'entre eux interrompent leurs études pour des raisons financières. D'ailleurs, l'État chilien ne consacre que 4,4 % du produit intérieur brut (PIB) à l'enseignement, loin des 7 % recommandés par l'Unesco². On retrouve d'ailleurs la même logique dans tous les champs sociaux : santé, retraites, transports, médias, etc.

La population appuie à plus de 75 % les revendications étudiantes, et à droite, de nombreux parlementaires sont inquiets de la crise de gouvernabilité. En juillet, Joaquín Lavín, ministre de l'Éducation, lui-même entrepreneur de l'éducation et dirigeant de la puis-

sante Union démocratique indépendante (UDI³), a été poussé à la démission. La rébellion étudiante dévoile le vrai visage de cette "nouvelle droite" gouvernementale, qui n'était pas arrivée au gouvernement par les urnes, depuis 1956⁴. L'esprit du "pinochéisme" s'affiche encore toutes voiles dehors. La répression de la part des carabiniers est permanente. On compte des centaines de blessés, des milliers d'arrestations et même le décès de Manuel Gutiérrez (14 ans) assassiné par la police, à balle réelle. Dans ce contexte, une petite proportion d'étudiants a choisi l'auto-défense. Plusieurs dirigeants du mouvement ont été menacés, parfois de mort.

Face à la puissance d'une révolte qui ne ralentit pas, le 3 septembre, le gouvernement a finalement dû faire mine de négocier, pariant sur l'essoufflement et les divisions du mouvement. Le 15 septembre, le ministre de l'Éducation, Felipe Bulnes, récuse deux conditions posées par le mouvement, à savoir le report de la date du 7 octobre pour la clôture du semestre et l'interruption de la procédure de mise au point d'une loi sur l'éducation. Le 19 septembre, Piñera annonce à la télévision nationale que 70 000 étudiants du secondaire ont perdu leur année pour

avoir paralysé les cours depuis 4 mois. Un coup de force. Malgré tout, la mobilisation du 22 septembre réunit quelque 180 000 participants. Et une semaine plus tard, 150 000 manifestants défilent à nouveau, tout comme début octobre. Cette capacité de riposte est saluée par d'autres secteurs du mouvement social, à commencer par le Collège de professeurs.

Progressivement, s'est imposée la compréhension qu'obtenir la gratuité de l'éducation signifie s'attaquer aux principes fondateurs de la dictature. L'un de leurs slogans est : "elle va tomber, elle va tomber, l'éducation de Pinochet". Désormais, c'est l'impérieux besoin d'une assemblée constituante, l'urgence d'un référendum sur l'éducation ou la renationalisation du cuivre⁵ qui émergent dans les discussions. L'un des défis pour cela est de réussir à articuler toutes les résistances éparses, notamment celles des indigènes Mapuche, des travailleurs du cuivre ou encore luttes écologistes (autour des mégaprojets hydroélectriques). La question est bien celle de la construction d'alternatives radicales. Ainsi,



Une étudiante chilienne brandit un drapeau sur lequel est écrit "5 ans d'étude, 15 ans de remboursement"
source <http://el-siglo.blogspot.com>

le "mai chilien" rejoint les diverses rebellions populaires qui balayent depuis dix ans toute l'Amérique latine (et celles des indignés de par le monde). Le Chili semble retrouver enfin le pouls de peuples frères, par-delà la cordillère des Andes.

*Franck Gaudichaud,
coprésident de l'association France Amérique Latine
(FAL) et membre du comité FAL 38
(www.franceameriquelatine.org)*

Cet article sera publié en ligne dans son intégralité dans *ContreTemps* : www.contretemps.eu.

^{1/} Palais présidentiel à Santiago.

^{2/} V. De La Fuente, "En finir (vraiment) avec l'ère Pinochet", www.monde-diplomatique.fr, 24 août 2011.

^{3/} Droite extrême, proche de l'Opus Dei, première force du parlement et poids lourd du gouvernement.

^{4/} Voir F. Gaudichaud, "Au Chili, les vieilles lunes de la nouvelle droite", *Le Monde Diplomatique*, mai 2011 et "Chili: Tremblement de terre politique et retour des Chicago boys", *Recherches Internationales*, juillet 2010.

^{5/} Le Chili possède la première réserve de cuivre au monde, une ressource aujourd'hui majoritairement aux mains de concessions étrangères (www.defensadelcobre.cl).